

Une Europe sans enfants ?

Béatrice Majnoni d'Intignano

Le Figaro, octobre 2002.

Les Européennes laisseront-elles l'Europe sans enfants ? Absurdité collective ! L'Europe obligera-t-elle ses citoyennes à renoncer à avoir des enfants ? Tristesse individuelle ! Comment expliquer l'effondrement de la fécondité dans une partie de l'Europe ? Pourquoi les Françaises ont-elles encore 1,9 enfant en moyenne –beau succès– et les Italiennes ou les Espagnoles seulement 1,2, les Allemandes 1,3 –désastre– ? Avec de pareils chiffres, un tiers de la population manquera à la génération suivante si la situation dure. Une pyramide des âges rétrécie à la base laisse présager de grands déséquilibres. Les démographes suggèrent peu d'explications et encore moins de solutions .

L'explication tient au décalage dans l'accès des femmes au travail et à la réaction de leurs pays respectifs sur notre continent. On observe en effet partout une transition vers le travail féminin où les taux d'activité et de fécondité se modifient en trois phases. 1) Dans les *pays traditionnels*, comme le Maghreb, les femmes travaillent rarement mais ont beaucoup d'enfants (plus de trois). 2) Dans une *phase de transition*, qualifiées, elles travaillent en dehors de la maison et ont alors moins d'enfants ; le taux d'activité augmente et celui de la fécondité baisse ; la Suède a connu cette phase la première, dans les années 1960, l'Allemagne et la France à partir des années 1970. L'Italie et l'Espagne la vivent avec une brutalité inouïe. De pareils taux de fécondité étaient inconnus en temps de paix. 3) La *phase moderne* voit se stabiliser le taux d'activité à un niveau élevé, presque toutes les femmes devenant actives dans les économies avancées, et remonter le taux de fécondité si le pays aide les mères à concilier travail et famille.

C'est le cas des pays du Nord et de la France, où les femmes ont entre 1,9 et 2,1 enfants, assurant à peu près le renouvellement des générations pour la collectivité et satisfaisant leur double désir d'enfant et de réalisation professionnelle. Le modèle du « couple à deux emplois et deux enfants » se généralise alors. Les pays à forte fécondité consacrent plus de 10% de leur richesse nationale à la famille dans l'esprit d'aider les femmes à concilier leurs deux aspirations. Notre premier ministre a bien fait d'augmenter le plafond des déductions fiscales pour les emplois familiaux qui aident les femmes à tirer parti de leur qualification. Outre la France, le Danemark, la Finlande, la Suède ; ils sont malheureusement moins peuplés ; si bien que le groupe fécond compte 86 millions d'habitants.

Mais là où les femmes sont soumises au dilemme : travailler ou avoir des enfants, elles choisissent la première alternative et renoncent alors à la maternité. En Allemagne le dilemme vient du manque de crèches, de l'école qui s'arrête à midi et de l'opprobre jeté sur ces mauvaises mères modernes par l'inconscient collectif. Résultat : en moyenne une Allemande sur deux n'a pas d'enfants et les Allemands ont dû modifier leurs règles d'accès à la nationalité pour intégrer les petits Turcs. En Italie, la seule aide disponible vient des *Mammas*, donc de la famille ; or la *Mamma* se dérobe. En Espagne, Almodovar nous montre ces femmes écartelées entre leur ardeur à entrer dans la société moderne européenne et leur enfant souvent unique. Nos voisins vivent mal le passage du statut de pays d'émigration à celui de pays d'immigration. Ces pays consacrent entre 2 et 5% de leur PIB à la famille ; à part l'Allemagne, qui y consacre 10%, mais pour aider les mères au foyer ; grave défaut de cible. Ces pays à faible fécondité sont aussi les plus peuplés, avec 235 millions d'habitants, mais leur population va diminuer.

Au total, le taux global de fécondité de l'Europe ne dépasse pas aujourd'hui 1,5 enfant par femme. L'Union européenne s'en désintéresse ; elle a poussé la Suède à rogner sur les aides à la famille pour équilibrer son budget, et provoqué ainsi une chute brutale de la fécondité suédoise, qu'une politique généreuse avait maintenue élevée. L'Europe pourrait s'inspirer du modèle nordique pour le généraliser ; elle ne peut rester indifférente ; la démographie engage tout l'avenir des peuples, l'histoire le rappelle cruellement à la France.

En 1970, les féministes revendiquaient « les enfants que nous voulons, quand nous voulons », et cela voulait dire « moins d'enfants ». Aujourd'hui, la revendication reste la même, mais elle signifie « plus d'enfants ». Les jeunes femmes nées dans l'égalité des droits auront les enfants que leurs pays, leur continent, leur permettront d'avoir tout en participant activement au monde moderne. Ni les démographes ni le monde politique ne semblent bien comprendre la révolution silencieuse que constituent ces trois phases de la fécondité et de l'activité féminine.